

La « souveraineté augmentée », nouvelle grammaire de la puissance

Noémie Gélis, Ludovic Chaker, Jean-Baptiste Colas | 13 mars 2026 | ARTICLES



Longtemps, la souveraineté, c'est-à-dire la capacité à maintenir sa liberté d'action et de penser, a été envisagée comme un cadre stable, presque rassurant : des frontières à défendre, un ordre à garantir, des moyens régaliens à mobiliser. Cette conception, claire et territoriale, appartenait à un monde où les leviers de puissance étaient relativement lisibles et tenus pour maîtrisables parce que les interdépendances n'étaient ni stratégiquement contestées ni ouvertement instrumentalisées. Or, en quelques années, ce socle s'est fissuré. L'hybridation des menaces, la fragmentation des chaînes de valeur, la dépendance aux ressources critiques ou encore la centralité des données ont déplacé la souveraineté vers des espaces moins tangibles et bien plus vulnérables aux interdépendances et aux ruptures technologiques.

Dans ce nouvel environnement, la souveraineté, définie dès le XVI^e siècle par [Jean Bodin](#) comme le « pouvoir de commander et de contraindre, sans être ni commandé ni contraint », ne peut plus se rabattre sur la seule maîtrise d'un territoire ou d'une population. Elle devient un équilibre dynamique, façonné par la capacité à gérer – plutôt qu'à éliminer – des dépendances désormais structurelles, qu'elles soient matérielles (énergétiques, industrielles, etc.) ou immatérielles (informationnelles, financières, numériques, etc.).

C'est de cette transformation qu'émerge ce que l'on peut qualifier de « nouvelles grammaires stratégiques » : la « souveraineté augmentée », tel que le concept a été développé par la direction générale de l'Armement (DGA) dans la [Revue Défense nationale](#). Non pas la négation des interdépendances, mais l'art de les reconnaître, de les ordonner et, lorsque nécessaire, de les transformer en leviers d'action. Une souveraineté qui ne vise ni l'autarcie ni le retrait, mais qui s'attache à sécuriser l'accès aux ressources critiques, à mobiliser instantanément des capacités industrielles, cognitives et opérationnelles, et à garantir une réactivité stratégique dans un monde où la vitesse de décision est devenue un avantage compétitif majeur.

Dans un environnement où les paramètres constitutifs de la souveraineté deviennent plus opaques, comment redéfinir les conditions réelles de la liberté d'action des États ? La souveraineté augmentée propose un cadre analytique et opérationnel pour y répondre, non pas en reconstruisant les certitudes d'hier, mais en inventant les outils d'adaptation, d'antifragilité et d'anticipation nécessaires à l'exercice de la puissance dans le temps présent.

De l'autonomie à la disponibilité : vers la « souveraineté augmentée »

Au cœur de la puissance stratégique réside une exigence cardinale : garantir, en tout temps, la disponibilité effective de nos moyens critiques – c'est-à-dire l'ensemble des capacités, ressources, infrastructures et compétences sans lesquelles aucune action souveraine, qu'elle soit industrielle, opérationnelle ou décisionnelle, ne peut être conduite. Car c'est cette **capacité à disposer, au moment voulu, de l'essentiel** – équipements, compétences, chaînes industrielles, leviers technologiques – qui fonde notre liberté d'action. Il ne s'agit donc plus seulement de viser l'autonomie, mais de l'inscrire dans la durée et dans l'action. La disponibilité devient ainsi la condition première d'une « souveraineté augmentée ».

Cette approche marque un tournant : la puissance ne repose plus tant sur l'accumulation de moyens que sur leur activation rapide, coordonnée et contextualisée. C'est là que la disponibilité prend tout son sens, comme aptitude à mobiliser à tout instant les capacités nécessaires à la décision souveraine, en dépit des ruptures ou des contraintes imposées par l'environnement stratégique, industriel ou géopolitique. Nous pouvons ainsi penser à la capacité à régénérer rapidement des stocks critiques (munitions complexes, missiles, pièces de rechange aéronautiques), malgré la fragmentation des chaînes de valeur et la vulnérabilité de fournisseurs extraterritoriaux soumis à des pressions politiques, ou encore à l'aptitude à disposer en temps réel d'un renseignement véritablement autonome (imagerie satellitaire, guerre électronique, données électromagnétiques) lorsque l'accès à des sources alliées deviendrait incertain ou priorisé ailleurs.

Les leçons tirées des récentes **tensions sur les approvisionnements** en composants microélectroniques de défense, consécutives à l'embargo sur certains matériaux critiques exportés d'Asie, ont souligné l'urgence de relocaliser certaines chaînes de valeur sensibles. De même, **la mobilisation accélérée du tissu industriel européen** pour fournir à l'Ukraine des munitions et des systèmes de défense antiaériens a illustré l'importance vitale de capacités de production réactives, préalablement identifiées et maintenues en condition de disponibilité. Plus récemment encore, les difficultés rencontrées dans **la montée en puissance des constellations européennes** de satellites souverains, en raison de dépendances vis-à-vis de lanceurs extraeuropéens, rappellent que, sans maîtrise de bout en bout des filières critiques, la souveraineté reste théorique.

Ces exemples sont emblématiques d'un changement plus profond : l'incertitude est désormais la norme. Dans un monde régi non par le seul risque – que l'on peut modéliser et contenir –, mais par l'irruption de l'imprévisible, de l'inédit, voire de l'incompréhensible, cette capacité de **disponibilité stratégique** devient essentielle. Crises systémiques, conflits de haute intensité, disruptions technologiques ou ruptures brutales d'approvisionnement rendent caduques les planifications linéaires et appellent une autre posture.

Ce qui importe, ce n'est plus seulement de prévoir, mais d'être prêt à agir – de manière informée, rapide et structurée – face à une diversité de futurs possibles.

La souveraineté à l'épreuve des ruptures : trois leviers pour durer

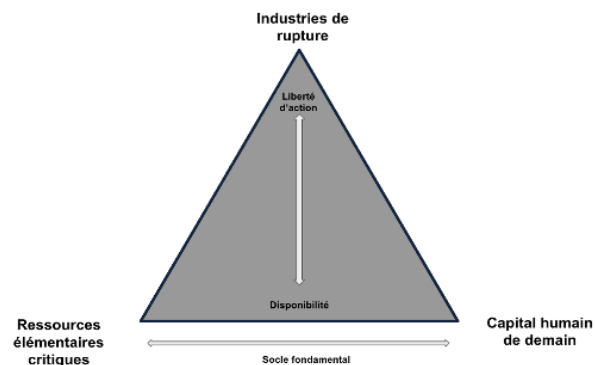
Dans un monde où la guerre dépasse largement les formes conventionnelles pour investir des terrains technologiques, cognitifs, industriels ou informationnels, la puissance ne se mesure plus à la seule force des armements ou à l'étendue des arsenaux. Elle se construit désormais en profondeur, dans une capacité systémique à innover rapidement, produire en autonomie, former les bons profils et décider dans l'incertitude. Ainsi, la supériorité opérationnelle d'un système de drones ne dépend plus seulement de la plateforme elle-même, mais de l'ensemble de l'écosystème qui la soutient : maîtrise nationale des composants critiques, chaînes de production capables de monter en cadence, équipes capables d'exploiter les données en temps réel et boucles décisionnelles suffisamment rapides pour transformer ces données en avantage tactique.

Néanmoins, cette ambition ne saurait reposer sur une approche fragmentée ou seulement opportuniste. Elle exige une vision cohérente, structurée autour de leviers déterminants, capable d'ancrer durablement notre liberté d'action dans un environnement mouvant.

Trois priorités s'imposent :

- maîtriser les technologies de rupture, pour ne pas subir l'innovation, mais en rester le moteur ;
- sécuriser l'accès aux ressources critiques pour garantir la continuité de l'effort dans la durée ;
- investir massivement dans le potentiel humain pour disposer des compétences clés au bon moment et au bon endroit.

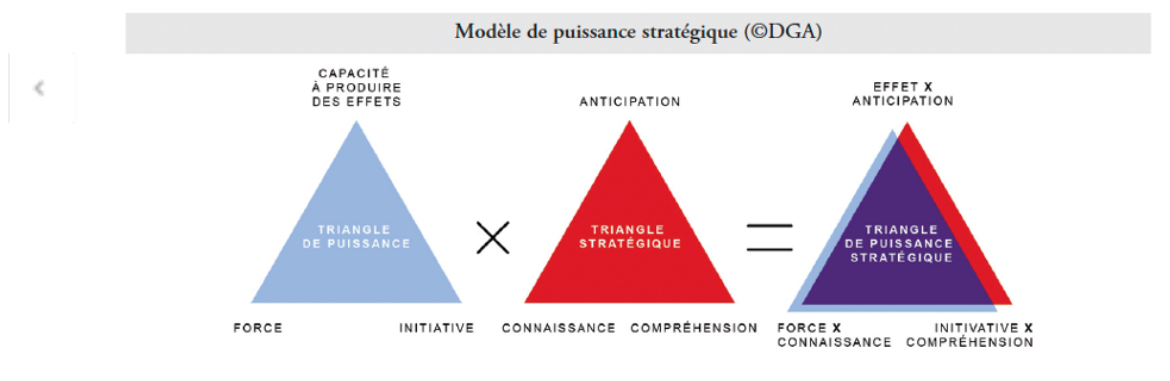
C'est à la convergence de ces trois dimensions – technologique, matérielle, humaine – que se joue notre capacité à anticiper les chocs, à répondre à l'imprévu et à maintenir une avancée stratégique durable. Désormais, le temps n'est plus à l'ajustement incrémental. Il est à l'accélération, à la consolidation et à la projection audacieuse. La souveraineté ne se décrète pas : elle se construit, s'entretient et se défend – dans l'action, l'anticipation et la constance.



Maîtriser les industries de rupture

La compétition stratégique mondiale ne se joue plus uniquement sur les terrains diplomatique, économique ou militaire traditionnels. Elle s'est concentrée sur le terrain scientifique et technologique, lequel est devenu un espace central de confrontation, d'influence et de projection de puissance. La maîtrise des technologies émergentes n'est plus un simple avantage comparatif : elle constitue désormais un facteur structurant et discriminant de la hiérarchie stratégique mondiale, qu'il s'agisse de l'intelligence artificielle générative pour l'aide à la décision, des systèmes quantiques qui redéfinissent le calcul, le chiffrement ou la détection, des matériaux avancés permettant de nouvelles formes de furtivité, ou encore des capacités orbitales autonomes qui conditionnent la résilience des communications et du renseignement..

Dans ce nouvel environnement, certaines innovations de rupture occupent une place déterminante : l'intelligence artificielle (IA), les sciences quantiques, les biotechnologies, les systèmes autonomes, ou encore les capacités hypersoniques. Longtemps cantonnées aux laboratoires ou aux programmes industriels confidentiels, elles s'imposent aujourd'hui comme les piliers d'une nouvelle grammaire de la puissance stratégique.



L'IA constitue déjà un multiplicateur d'efficacité opérationnelle sur les théâtres d'opération. Aux États-Unis, le Pentagone consacre plus de 1,8 milliard USD par an au développement de systèmes d'IA militaires, dont les applications vont du ciblage automatisé à l'analyse prédictive du renseignement électromagnétique. Le projet Maven, emblématique de cette dynamique, vise à exploiter les flux massifs de données captées par drones pour accélérer l'identification des cibles. Ce type de capacités est désormais utilisé en conditions réelles, comme en Ukraine, où l'IA permet de traiter en quelques secondes les images collectées par drones pour guider les frappes simultanément.

La véritable révolution s'opère cependant à un niveau plus fondamental encore : celui de la physique quantique. La Chine, en investissant près de 15 milliards USD dans ses programmes nationaux, entend prendre une avance décisive dans ce domaine, tandis que l'Union européenne (1 milliard USD via le Quantum Flagship) cherche à combler l'écart. Derrière ces chiffres se profilent des ruptures considérables : ordinateurs quantiques capables de casser les schémas de chiffrement actuels, capteurs permettant une navigation sans GPS dans des environnements contestés, ou encore réseaux de communication théoriquement inviolables. Le champ des possibles, ici, est à la fois stratégique et encore largement exploratoire.

Dans un tout autre registre, les biotechnologies changent déjà la donne en matière de préparation et de résilience des forces. Les États-Unis, par le biais du programme BioMADE (2 milliards USD), ambitionnent de reconstituer une base industrielle souveraine dans le domaine de la biofabrication. L'armée étatsunienne expérimente des dispositifs de médecine régénérative, de traitement personnalisé des traumatismes de guerre, ainsi que des protocoles d'augmentation des capacités cognitives et physiques du combattant. Ces efforts répondent aux ambitions similaires exprimées dans le 14^e plan quinquennal chinois, où

les **biotechnologies sont explicitement identifiées** comme technologies duales à potentiel stratégique, sans que l'on connaisse véritablement leur état d'armement et les garde-fous éthiques associés.

Cette transformation s'étend également aux systèmes d'armes eux-mêmes. Le recours croissant aux systèmes d'alarmes létales autonomes (SALA) permet de redéfinir les modes d'engagement. Leur emploi, notamment en essais coordonnés, ouvre la voie à des formes d'action plus agiles, dispersées et moins vulnérables. Le drone Bayraktar TB2, **utilisé en Libye, au Haut-Karabakh, puis en Ukraine**, en a donné un aperçu : à coût réduit, il a profondément déséquilibré l'adversaire. En France, le **programme RAPACE (Réglage d'arme par analyse et correction étalonnée), conduit par la DGA**, vise justement à explorer ces nouvelles modalités opérationnelles, où l'autonomie n'est plus seulement une option, mais un levier tactique décisif. Au-delà de leur performance technique, ces armes reconfigurent la temporalité stratégique : elles réduisent drastiquement le temps de réaction et mettent sous tension les postures de dissuasion traditionnelles, jusque-là fondées sur la prévisibilité et la réversibilité de l'action.

Au-delà de ces ruptures technico-opérationnelles, c'est l'équilibre même du système international qui s'en trouve bouleversé. Ces technologies redéfinissent les **rapports de force entre États**. Elles permettent à ceux qui les maîtrisent d'imposer leurs normes, de dominer les flux d'information, de neutraliser à distance des capacités adverses ou de mener des opérations hybrides sous le seuil de conflictualité ouverte.

À l'inverse, les nations qui peinent à suivre ce rythme effréné s'exposent à un déclassement stratégique. Par exemple, 90 % des semi-conducteurs les plus avancés (inférieurs à 7 nm) sont produits par une seule entreprise : TSMC, à Taïwan. L'Europe, en dépit de sa capacité en recherche et développement (R&D), dépend massivement des chaînes asiatiques pour ses composants critiques, ainsi que des géants américains pour les plateformes logicielles et les infrastructures *cloud*. Cette dépendance se traduit par une **vulnérabilité accrue** – économique, sécuritaire, mais aussi politique –, cette dépendance technologique exposant les États aux pressions de pays fournisseurs, aux régulations extraterritoriales et au risque de voir leurs choix stratégiques contraints par des acteurs qu'ils ne contrôlent pas.

Le décrochage technologique, s'il n'est pas enrayé, entraîne une perte progressive d'autonomie stratégique, de souveraineté décisionnelle et d'influence internationale. Dans un monde où la conflictualité devient de plus en plus hybride, distribuée et technologiquement saturée, le contrôle des technologies de rupture n'est pas seulement un enjeu de puissance : il est aussi une condition de stabilité et d'antifragilité nationale. Consciente de cette recomposition profonde, la France a engagé un effort structurant pour dynamiser son écosystème d'innovation de défense. Depuis sa création en 2018, l'Agence de l'innovation de défense (AID), rattachée à la DGA, a financé plus de 1 000 projets, mobilisant plus de 500 millions d'euros. Le dispositif RAPID (Régime d'appui à l'innovation duale), destiné à accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) et entreprises de taille intermédiaire (ETI) innovantes, soutient chaque année environ 90 projets duals, témoignant d'un ancrage de l'innovation dans le tissu économique local. Ces efforts ont permis des avancées concrètes : drones de nouvelle génération, capteurs quantiques, matériaux furtifs, systèmes de cybersécurité embarqués ou encore interfaces homme-machine. Des expérimentations en milieu opérationnel ont été menées de manière accélérée, notamment **via les pôles d'innovation territoriaux** et les dispositifs d'achat agile.

Cependant, l'enjeu ne se limite plus à préserver notre compétitivité technologique : il s'agit désormais d'éviter un déclassement stratégique potentiellement irréversible. Cela exige un véritable changement d'échelle. Il faut intensifier les investissements à la hauteur des défis. Cette montée en puissance technologique ne saurait se faire en apesanteur : elle repose sur la maîtrise des chaînes d'approvisionnement, des composants critiques et des matières premières stratégiques. Or, ce socle est aujourd'hui fragilisé par une autre forme de dépendance, plus discrète mais tout aussi décisive : celle des ressources. En d'autres termes, il ne peut y avoir de puissance technologique durable sans souveraineté matérielle.

Sécuriser l'accès aux matières critiques

La maîtrise de la disponibilité des ressources naturelles essentielles représente ainsi un enjeu stratégique central. Des éléments comme les **terres rares**, le lithium ou le cobalt sont devenus les piliers invisibles de la puissance moderne. Ils conditionnent aujourd'hui la fabrication de capteurs de détection avancée, de batteries de haute densité énergétique, de composants optoélectroniques, de moteurs silencieux ou encore de calculateurs embarqués. Sans eux, aucun système autonome, aucune plateforme furtive, aucun dispositif de guerre électronique ne sont viables.

Or, la répartition géographique de ces ressources, concentrée entre les mains de quelques puissances, fait de cette dépendance une vulnérabilité majeure. Aujourd'hui, **plus de 90 % des terres rares lourdes sont produites en Chine**. Ce quasi-monopole crée une asymétrie structurelle, susceptible d'être instrumentalisée à des fins géopolitiques. On l'a vu **dès 2023, lorsque Pékin a imposé** des restrictions sur les exportations de gallium et de germanium, deux métaux essentiels à l'optronique et aux capteurs

hyperfréquence utilisés notamment dans les radars de conduite de tir ou les systèmes de guerre électronique embarqués. Ces [restrictions ont été étendues](#) à un ensemble plus large de matériaux critiques et de produits dérivés en octobre 2025.

Dans le domaine terrestre comme naval, les systèmes d'armement les plus avancés reposent sur des composants critiques à base de lithium, de terres rares ou de gallium. Ces matériaux conditionnent l'alimentation des suites électroniques, la performance des capteurs, la précision des radars. Sans sécurisation de ces ressources, ces capacités de haute technologie sont exposées à une fragilité stratégique dès leur phase de conception.

Face à ces vulnérabilités croissantes, la sécurisation des approvisionnements devient un enjeu stratégique à part entière, au même titre que l'énergie ou la défense elle-même. Il ne s'agit plus seulement de garantir un accès à des matériaux, mais de maîtriser toute la chaîne de valeur : de l'exploration à la transformation, du raffinage au recyclage, en passant par la substitution intelligente. L'Union européenne a pris acte de cette dépendance avec l'adoption du [Critical Raw Materials Act](#), en mars 2024, fixant des objectifs de produire au moins 10 % des besoins européens, transformer 40 % sur le sol européen et recycler 15 % d'ici 2030. La France, de son côté, a lancé le plan [Mine responsable](#), avec des projets pilotes comme [EMILI](#) (Exploitation de mica lithinifère par Imerys) dans l'Allier (34 000 tonnes de lithium par an annoncées dès 2028), tout en structurant des filières de recyclage militaire, notamment pour les composants issus de matériels hors service.

Ces efforts ne porteront leurs fruits que s'ils s'accompagnent d'une vision industrielle cohérente et anticipatrice. [Les tensions sur les ressources critiques ne feront que s'aggraver](#) avec l'accélération simultanée de la transition énergétique, de la réindustrialisation européenne et de la remilitarisation du monde. Il apparaît donc indispensable d'investir dans la cartographie fine des dépendances, mais aussi dans les ressources non exploitées (mines urbaines, capacités avancées de recyclage, etc.), dans l'identification des points de fragilité critiques, des capacités de substitution de ces intrants et la constitution d'alliances géo-industrielles robustes.

Assurer un accès fluide, résilient et maîtrisé aux matières premières critiques, c'est assurer notre capacité à concevoir, produire et employer nos systèmes de défense de manière autonome. C'est maintenir, au fond, notre capacité de décision. En cela, la souveraineté matérielle est le socle invisible mais décisif de toute puissance technologique. La force ne se décrète pas : elle s'assemble, elle s'extrait, elle se raffine. Et elle se pense. Au-delà, aucune matière première, si stratégique soit-elle, ne devient puissance sans l'intelligence qui l'organise, la transforme et la projette. De la même manière que les ressources naturelles exigent des chaînes de valeur complexes, la souveraineté technologique et industrielle repose sur une chaîne humaine d'excellence.

Valoriser le potentiel humain

Dans l'architecture d'une souveraineté augmentée, le potentiel humain ne constitue pas un levier parmi d'autres : il en est la condition *sine qua non* des deux autres piliers que sont la maîtrise technologique et la résilience industrielle. Sans compétences rares, pas de technologies souveraines ; sans experts formés, pas de filières critiques pérennes. Dans un monde saturé de complexité, d'accélération et d'incertitudes, la compétence devient un actif stratégique aussi décisif que les matériaux critiques ou les technologies de rupture.

La DGA, avec plus de 10 000 collaborateurs, s'inscrit dans cette dynamique. Chaque année, elle forme plus de 300 ingénieurs au sein de son réseau d'écoles de haut niveau, contribuant ainsi à alimenter un vivier de talents au service de la défense et de l'innovation. Un modèle innovant au point que le [Royaume-Uni a même engagé des travaux pour reproduire, sur la base du modèle de la DGA, une organisation comparable au sein de son propre ministère de la Défense](#). Ce socle est pourtant sous pression. La montée en puissance des géants technologiques civils, la forte attractivité des carrières privées, la surenchère salariale dans le numérique, ainsi que l'ultra-spécialisation des profils techniques fragilisent [notre capacité à conserver et renouveler les compétences stratégiques](#) au sein de la base industrielle et technologique de défense (BITD).

Il devient donc urgent de repenser notre modèle de gestion des compétences souveraines. Cela implique une revalorisation des carrières dans les filières technologiques de défense, une meilleure visibilité des trajectoires professionnelles, une attractivité renforcée auprès des jeunes talents et une politique ambitieuse de fidélisation et de montée en compétence. L'enjeu dépasse la seule formation initiale : il touche à la formation continue, à l'acculturation stratégique des ingénieurs et, surtout, au décroisement entre expertise technique et lecture géopolitique du monde. Dans un contexte où les ruptures sont souvent hybrides, il est indispensable de [forger des profils capables de naviguer dans la complexité](#), de comprendre les interdépendances et d'orienter l'innovation au service d'une finalité stratégique.

Cela suppose aussi d'intégrer pleinement les sciences cognitives, sociales et comportementales dans notre stratégie de montée en puissance. Loin d'être accessoires, ces disciplines permettent de penser l'humain dans l'architecture technologique, de

comprendre les logiques d'adhésion, de décision, de fatigue cognitive ou d'influence. Miser sur elles, c'est préparer dès aujourd'hui une génération d'innovateurs et de stratèges capables d'anticiper les ruptures et de transformer des dynamiques émergentes en leviers de puissance.

Cette ambition ne peut ignorer une autre condition essentielle : la santé. Derrière chaque compétence stratégique se trouve un individu dont la performance dépend aussi de sa capacité physique, mentale et émotionnelle à durer, s'adapter et décider sous contrainte. Dans un environnement où l'intensité cognitive est permanente, où les rythmes sont accélérés et les pressions multiples, [la santé devient un facteur de souveraineté](#). Il faut donc la considérer non comme un domaine à part, mais comme une infrastructure stratégique invisible : celle qui permet de soutenir la montée en compétence dans la durée, de prévenir l'épuisement, d'encourager l'engagement et de maintenir une lucidité décisionnelle dans des contextes critiques. Les opérations de cyberdéfense en continu, par exemple, montrent combien quelques heures de fatigue accumulée peuvent altérer la vigilance d'un analyste, ralentir la détection d'une intrusion ou fausser une appréciation de situation, transformant immédiatement une faiblesse humaine en vulnérabilité stratégique.

L'innovation est déjà à l'œuvre. L'IA générative, la simulation immersive, l'apprentissage adaptatif, la réalité augmentée : ces technologies transforment en profondeur les façons d'apprendre, de transmettre et de perfectionner les compétences dans des environnements de plus en plus complexes. Elles permettent de raccourcir les cycles de formation, de personnaliser les parcours, de développer des savoirs opérationnels en conditions simulées, au plus près du réel. Combinées à une approche intégrée de la santé cognitive et physique, elles ouvrent la voie à une nouvelle génération de talents entrepreneurs, résilients et agiles.

Ces technologies ne déploient toutefois pleinement leur puissance que lorsqu'elles sont articulées à une vision plus large, où les frontières entre disciplines, acteurs et usages s'effacent pour favoriser l'hybridation.

Croiser les savoirs pour penser la souveraineté

Le constat est clair : les enjeux contemporains de souveraineté, qu'ils soient technologiques, environnementaux, cognitifs ou culturels, ne peuvent plus être traités séparément. Ils s'entrelacent, s'influencent, parfois se contredisent. Dans un monde de plus en plus imbriqué, seule une lecture transversale et interdisciplinaire permet de garder une vision claire des enjeux. Cela suppose aussi de redonner toute sa place à la recherche en profondeur, loin de l'immédiateté et des spécialisations cloisonnées.

Une telle évolution appelle la création de nouveaux espaces d'échanges, de réflexion et de collaboration, où ingénieurs, chercheurs, opérationnels, experts en sciences humaines, *data scientists* ou industriels peuvent confronter leurs approches. Des lieux pensés pour favoriser le croisement des regards, où les enjeux sont abordés sous des angles multiples et où les solutions peuvent naître de la mise en tension des disciplines, des cultures professionnelles et des expériences vécues.

C'est précisément l'objectif poursuivi par la DGA dans son soutien aux [chaires des Hautes Études pour la souveraineté](#) (HES), portées par l'Institut polytechnique de Paris, ESCP Europe et l'université Paris Sciences & Lettres. Ces chaires concrétisent cette nouvelle grammaire intellectuelle de la souveraineté. Elles visent trois finalités stratégiques.

Tout d'abord, poser une définition de la souveraineté et approfondir la réflexion à son égard afin de renouveler en profondeur la manière de penser la puissance. Par ailleurs, produire des outils concrets d'aide à la décision, notamment *via* le développement d'une méthodologie pour construire un indicateur de souveraineté, apte à éclairer à la fois investisseurs, universitaires et décideurs publics. Enfin, les chaires HES ont vocation à devenir un observatoire permanent des dynamiques de souveraineté, en travaillant à l'identification précoce des ruptures technologiques, à l'analyse des stratégies industrielles étrangères ou encore à la cartographie des nouvelles dépendances.

En articulant recherche académique, expertise opérationnelle et vision industrielle, la chaire permet d'alimenter une anticipation stratégique structurée, indispensable à la liberté d'action nationale.

Cette logique de fertilisation croisée entre experts suppose aussi de repenser l'articulation avec la société. Il ne s'agit pas simplement de « communiquer », mais de faire émerger une culture partagée de la souveraineté : accessible, vivante, capable de mobiliser.

*
* *

Ce qui se joue aujourd'hui dépasse largement la seule adaptation à un environnement international plus dur, plus rapide et plus opaque. La « souveraineté augmentée » n'est pas une reformulation élégante de politiques anciennes : elle constitue un

changement de paradigme, c'est-à-dire une nouvelle manière de penser et d'organiser la puissance à l'ère des interdépendances critiques, de l'accélération technologique et des ruptures systémiques.

Elle impose une double exigence. La première : accepter que la souveraineté ne soit plus un état, mais un mouvement continu, un régime permanent de vigilance, d'agilité et de préparation. La seconde : reconnaître que la puissance n'est plus seulement affaire de moyens, mais de capacité à orienter, synchroniser et activer des ressources hétérogènes (industrielles, cognitives, numériques, humaines) dans un temps plus court que celui de l'adversaire. C'est en cela que la disponibilité, l'anticipation et l'hybridation des compétences deviennent les nouveaux vecteurs de liberté d'action.

La souveraineté augmentée nous oblige dès lors à un effort supplémentaire : passer d'une logique de réaction à une logique de préemption stratégique. Préempter les technologies de rupture avant qu'elles ne redessinent les rapports de force. Préempter les chaînes de valeur critiques avant qu'elles ne se fragmentent. Préempter les compétences rares avant qu'elles ne deviennent inaccessibles. Préempter enfin les imaginaires collectifs, afin que la société comprenne, soutienne et partage les choix nécessaires à la puissance.

C'est cette posture, lucide et résolument tournée vers l'action, qui conditionnera notre capacité à durer et à influencer. Dans un monde où l'instabilité n'est plus l'exception mais l'architecture même du réel, demeurer maître du tempo est la matrice de toute souveraineté. Et si la « souveraineté augmentée » s'impose, c'est précisément parce qu'elle offre les outils conceptuels et opérationnels pour reprendre la main : sur nos dépendances, sur nos vulnérabilités, sur nos trajectoires technologiques, sur nos capacités humaines, sur notre avenir stratégique.

Investir pleinement cette grammaire nouvelle, c'est faire plus que répondre aux crises : c'est reprendre l'initiative. C'est refuser le déclassement silencieux. C'est assumer la continuité historique d'une nation qui, parce qu'elle sait se projeter loin et décider vite, entend rester une puissance qui compte.

La « souveraineté augmentée » n'est pas une option doctrinale : c'est la condition pour que, demain encore, nous puissions choisir, agir et peser. Autrement dit, la condition même de notre liberté d'action, aujourd'hui et dans les temps qui viennent.

Crédit photo :



Noémie Gélis, Ludovic Chaker, Jean-Baptiste Colas

Noémie Gélis ([@NomieGls](#)) est cheffe du bureau Développement et Analyses au sein de la cellule d'Anticipation stratégique de la direction générale de l'Armement (DGA), qu'elle a contribué à préfigurer aux côtés de l'adjoint à l'anticipation stratégique. Elle a auparavant œuvré en diplomatie internationale au sein des services du Premier ministre avant de contribuer aux travaux de déploiement économique du Plan de relance auprès du préfet de l'Essonne. Diplômée de HEC et Sciences Po, et titulaire de la certification AMF pour les métiers des services d'investissements, elle a également été contributrice auprès de la revue d'actualité internationale et géopolitique *Les Yeux du monde*.

Ludovic Chaker ([@lchaker](#)) est adjoint au délégué général pour l'Armement, en charge de l'anticipation stratégique au sein de la DGA, après avoir été conseiller du président Emmanuel Macron sur les questions de défense et de sécurité de 2017 à 2022. Formé en chinois à l'INALCO, puis en sciences politiques à Sciences Po, il a également exercé diverses fonctions de conseil.

Jean-Baptiste Colas est conseiller anticipation et prospective auprès du délégué général pour l'Armement. Après avoir co-créé le laboratoire d'innovation de défense et dirigé l'expérimentation « Red Team Défense », au cours de laquelle le ministère des Armées s'est associé à des auteurs de science-fiction pour imaginer des scénarios de rupture, il dirige actuellement le programme qui lui a succédé : « Radar ».

Comment citer cette publication

Noémie Gélis, Ludovic Chaker, Jean-Baptiste Colas, « La « souveraineté augmentée », nouvelle grammaire de la puissance », *Le Rubicon*, vol. 6, 13 mars 2026 [<https://lerubicon.org/la-souverainete-augmentee-nouvelle-grammaire-de-la-puissance/>].

